



RAPPORT D'ACTIVITES 2016

COMMISSION INCLUSION
SOCIALE, DEMOCRATIE
PARTICIPATIVE ET DROITS
HUMAINS DE CGLU



Commission Inclusion
Sociale, Démocratie
Participative et Droits
Humains de CGLU



La Commission Inclusion Sociale, Démocratie Participative et Droits Humains de CGLU par la mise en réseau d'engagements et de pratiques de pouvoirs locaux contribue à renforcer la voix commune des villes de CGLU engagées pour l'inclusion sociale, la démocratie participative et les droits humains, dans l'objectif de porter cette voix au niveau mondial. Pour ce faire, la Commission organise des débats politiques, des échanges d'expériences et promeut la création collective de savoirs. La Commission accompagne ainsi ses membres dans la conception, la mise en œuvre, l'évaluation et la valorisation des politiques locales basées sur les droits humains, pour atteindre la réalisation progressive du droit à la ville.

Rapport d'activités

Commission Inclusion Sociale, Démocratie Participative et Droits Humains

L'année 2016 a été marquée par la participation de la Commission au processus de définition du «**Nouvel Agenda Urbain Mondial**» (**Habitat III**), au côté de la société civile, au sein de la Plateforme Globale pour le Droit à la Ville, comme au sein de la *Global Taskforce* des gouvernements locaux et régionaux coordonnée par le Secrétariat Mondial de CGLU. La représentation de la CISDPDH dans ce processus a permis **de faire progresser le droit à la ville sur la scène mondiale**, ainsi que de **renforcer les relations avec la société civile**. En effet, l'action conjuguée de cette pluralité d'acteurs a joué un rôle important permettant, pour la première fois, l'inscription d'une référence au droit à la ville dans un texte international (l'Agenda Habitat III). Grâce à ce travail de plaidoyer, à la participation aux activités d'autres réseaux, ainsi qu'aux travaux menés avec le secteur universitaire, la société civile et les mouvements sociaux, la **CISDPDH a étendu son réseau de villes et de citoyens**.

INDEX

- I. **Plaidoyer pour le droit à la ville et les droits Humains dans la ville**
- II. **Réunions et sommets mondiaux**
- III. **Soutien aux membres qui développent l'approche par les droits dans l'action publique locale**
- IV. **Production et diffusion de connaissances**
- V. **Communication**
- VI. **Réunion de travail**
- VII. **Renforcement et extension du réseau de la Commission**
- VIII. **Participation active à la stratégie de CGLU**
- IX. **Mobilisation de soutien à la Démocratie Locale à Diyarbakır**

Rapport d'activités

Commission Inclusion Sociale, Démocratie Participative et Droits Humains

I. PLAIDOYER POUR LE DROIT À LA VILLE ET LES DROITS HUMAINS DANS LA VILLE

En 2016, la Commission Inclusion Sociale, Démocratie Participative et Droits Humains de CGLU a poursuivi avec intensité le travail de plaidoyer commencé en 2015, afin de promouvoir la vision et les messages du droit à la ville dans [le processus d'Habitat III](#). Objectif partiellement atteint puisque le « [Nouvel Agenda Urbain](#) » adopté à Quito qui fait référence pour la première fois dans un texte international à la notion de droit à la ville et contient quelques-uns de ses principales composantes. La Conférence Habitat III de Quito a été précédé par une série de réunions thématiques et régionales, ainsi que du Comité Préparatoire d'Habitat III, dans lesquelles la Commission a promu des contenus liés au droit à la ville à travers de déclarations et l'organisation de réunions thématiques et régionales. Dans le cadre de ce processus, la Commission a travaillé au sein de la [Plateforme Globale pour le Droit à la Ville](#). La Commission a également continué son travail de plaidoyer pour les droits humains dans la ville, renforçant le réseau international des villes notamment à l'occasion du [Forum Mondial des Villes pour les Droits Humains de Gwangju](#).

Défense du droit à la ville dans le processus Habitat III

Processus de suivi des documents préparatoires du Nouvel Agenda Urbain

En coordination avec la Plateforme Globale pour le Droit à la Ville et la *Global Taskforce* des gouvernements locaux et régionaux de CGLU, la Commission a présenté des analyses et des recommandations des différents documents préparatoires du Nouvel Agenda Urbain: documents d'orientation initiale, des documents thématiques d'experts liés aux dix *Policy Units* qui ont précédé la rédaction de l'Agenda, déclarations des réunions thématiques et régionales et des différentes ébauches du Nouvel Agenda Urbain¹. Ces documents sont en ligne sur [la page de suivi d'Habitat III](#) créée à cet effet sur le site web de la Commission. L'espace en ligne créée au sein des « Dialogues Urbains » ([Urban Dialogues](#))



et du Plan de mise en œuvre ([Quito Implementation Plan](#)) a aussi été un des canaux utilisés pour adresser des recommandations. De plus, la Commission a contribué aux programmes officiels des rencontres préparatoires de Mexico et de Barcelone, en faisant intervenir des villes membres et des partenaires de la société civile pour porter les messages et des pratiques réalisant le droit à la ville. Finalement, la Commission a rédigé et co-signé des déclarations conjointes avec la Plateforme Globale pour le Droit à la Ville afin de rappeler l'importance d'inclure le droit à la ville dans l'agenda.

¹ Ces documents sont accessibles sur la page de la Conférence Habitat III : <https://habitat3.org/>

Rapport d'activités

Commission Inclusion Sociale, Démocratie Participative et Droits Humains

Co-organisation de la réunion « Dépense sociale des gouvernements locaux » et adoption de la Déclaration « Financer le droit à la ville pour toutes et tous »

(Ville de Mexico - 8 Mars)

Dans le cadre de la Conférence thématique d'Habitat III sur le financement du développement urbain durable (Mexico, 9-11 mars), le gouvernement de la Ville de Mexico, à travers son Secrétariat du Développement Social et de la Coordination Générale des Affaires Internationales, a accueilli la session parallèle "Dépense sociale des gouvernements locaux: Justice urbaine et équité".

La session a été co-organisée avec le Secrétariat de la CISDPDH avec le soutien de la Commission Finances Locales pour le Développement de CGLU, et visait à renforcer le message du droit à la ville dans le cadre d'Habitat III, en particulier en ce qui concerne les finances locales. Partant de la nécessité d'un partage des richesses à travers la fiscalité et le contrôle public et citoyen du foncier et de l'immobilier pour assurer le droit à la ville, la CISDPDH de CGLU et la ville de Mexico, au nom de la Plateforme Globale pour le Droit à la Ville, ont adopté la déclaration «Financer le droit à la ville pour toutes et tous».

Co-organisation de l'événement parallèle «Les droits des personnes sans domicile fixe / habitants des rues : quelle place dans le Nouvel Agenda Global de l'Habitat » et adoption de la Déclaration «Recommandations sur les droits des personnes sans domicile fixe/ habitants des rues dans le nouvel agenda mondial urbain et de l'habitat»

(Barcelone - 3 Avril)

Dans le cadre de la conférence thématique d'Habitat III sur l'espace public de Barcelone, la Commission a organisé l'événement parallèle «Les droits des personnes sans-abri / habitants des rues : quelle place dans le Nouvel Agenda Global de l'Habitat». La session a mis en évidence la nécessité d'inclure les droits de ce groupe à l'ordre du jour du Nouvel Agenda Urbain. À cet effet, la déclaration «Recommandations sur les Droits des Personnes Sans-abris / Habitants de Rue » a été adoptée. La table ronde a été organisée par la Commission avec le soutien d'Habitat International Coalition (HIC), la Plateforme Globale pour le Droit à la Ville, le Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme et la *Global Taskforce* des gouvernements locaux et régionaux. Le compte-rendu du débat est disponible ici.



Rapport d'activités

Commission Inclusion Sociale, Démocratie Participative et Droits Humains

Participation à une rencontre d'experts en Droits Humains dans le Nouvel Agenda Urbain

(New York – 3-5 Mai)

La Commission a pris part à une rencontre d'experts en droits humains organisée par le Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme et le Secrétariat d'Habitat III à New York. Ce fut l'occasion de croiser les analyses des organisations de défense des droits humains vis-à-vis du Nouvel Agenda Urbain. Les débats ont mis en avant la nécessité d'adopter une approche fondée sur les droits dans l'Agenda, en partant de l'analyse des conséquences de l'absence d'une telle approche dans les processus d'urbanisation.

Participation aux audiences des Gouvernements Locaux aux Nations Unies

(New York - 15-17 Mai)

Des représentants des gouvernements locaux du monde entier se sont réunis au siège des Nations Unies à New York. Les dirigeants locaux ont demandé une fois de plus aux Etats et aux Nations Unies de prendre en compte les élus locaux dans les négociations Habitat III. En représentation de la Commission, son co-président, Patrick Braouezec, Président de Plaine Commune a porté les messages du droit à la ville. Son discours (disponible [ici](#)) a souligné les points forts et les faiblesses du projet du Nouvel Agenda Urbain et a souligné les défis auxquels les gouvernements locaux sont confrontés pour assurer le bien-être de leurs habitants.

Participation au troisième Comité Préparatoire d'Habitat III

(Surabaya - 25-27 Juillet)

Le troisième et dernier comité préparatoire de la Conférence Habitat III a eu lieu à Surabaya (Indonésie) en présence de la plupart des délégués des États. La Commission y a pris part au sein de la délégation de la *Global Taskforce* et au côté de la Plateforme Globale pour le Droit à la Ville et du Haut - Commissariat aux Droits de l'Homme de l'ONU - avec laquelle elle a co-organisé deux événements parallèles sur les droits humains dans la ville et le droit à la ville dans le Nouvel Agenda Urbain.



Le compte rendu complet de la participation de la Commission à Surabaya [est disponible ici](#).

Rapport d'activités

Commission Inclusion Sociale, Démocratie Participative et Droits Humains

Participation à la Conférence des Nations Unies sur le Développement Urbain Durable et Logement - Habitat III et aux Forums Alternatifs

(Quito – 16-20 Octobre)

Une représentation de la Commission s'est rendue à Quito pour participer à la Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable, Habitat III, ainsi qu'aux forums alternatifs organisés par la société civile. Le droit à la ville a été porté à l'unanimité des Maires du monde réunis lors de l'Assemblée Mondiale des Gouvernements Locaux et Régionaux qui a ouvert la Conférence Habitat III, le 16 octobre. Patrick Braouezec, coprésident de la Commission a été invité à présenter la nécessité du « droit à la ville » dans notre planète majoritairement urbaine. Ainsi, les gouvernements locaux ont-ils appuyé la mention de ce droit, après des débats difficiles lors de la définition de l'Agenda Habitat III et malgré l'opposition très forte de certains Etats comme les Etats-Unis, le Canada, l'Union Européenne et le Japon. Signe de reconnaissance pour les messages et les pratiques des villes de la CISDPDH, la Ville de Mexico et le Territoire de Plaine Commune ont été invités à participer au programme officiel de la Conférence, en particulier au « dialogue urbain sur le droit à la ville ».

La Commission a aussi participé à plusieurs événements de *networking* : un évènement de networking sur la sécurité foncière et l'inclusion sociale, co-organisé avec l'Agence Française de Développement, le Ministère Français des Affaires Etrangères et Européennes et le Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies ; un évènement de networking sur la mise en œuvre du droit à la ville organisé par la Plateforme Globale pour le Droit à la Ville ; un évènement de *networking* sur la Participation citoyenne et le Droit à la cité organisée par l'ONG ENDA ECOPOP.



Rapport d'activités

Commission Inclusion Sociale, Démocratie Participative et Droits Humains

Patrick Braouezec a aussi participé à un événement parallèle sur les Financements métropolitains multiniveaux pour les villes du 21ème siècle, organisé par le Brooking Institute et la Commission des Finances Locales pour le Développement de CGLU. Dans ce cadre il a rappelé la nécessité de mettre en œuvre des mécanismes de redistribution au niveau métropolitain pour corriger les inégalités socio-spatiales.

Enfin, dans le cadre d'Habitat III, et en représentation de CGLU, la CISDPDH a coordonné avec la Rapporteuse Spéciale des Nations Unies sur le Logement Convenable et le Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme le lancement de la campagne « The Shift » pour défendre le droit au logement contre la marchandisation. Ce lancement a été réalisé en présence des villes de la CISDPDH comme Montevideo, Diyarbakır, Delhi, Plaine Commune, la Ville de Mexico et des membres d'organisations de défense du droit au logement.

Le rapport des activités de la Commission au sein d'Habitat III [est accessible ici](#).

Le Droit à la Ville: le rôle des villes dans le processus Habitat III

(Badalone - 21 Septembre)

Afin de faire connaître les défis posés par le Nouvel Agenda Urbain concernant l'inclusion du droit à la ville, le mercredi 21 Septembre, trois semaines avant de la conférence à Quito, la Commission, en collaboration avec la ville de Badalona, [a organisé un débat public](#) sur le rôle des villes dans le processus d'Habitat III, en présence de Dolors Sabater, Maire de Badalone; Patrick Braouezec, Président de Plaine Commune; Jaume Asens, Adjoint à la Maire de Barcelone, et Irene Escorihuela, Directrice de [l'Observatoire des Droits Sociaux, Économiques et Culturels de Barcelone](#).

La pertinence du mouvement municipaliste mondial a été soulignée comme un élément essentiel pour avancer vers des territoires justes, solidaires, démocratiques et durables. Dans le même sens, le niveau municipal a été défendu comme le meilleur espace politique pour améliorer la vie des citoyens, étant donné qu'il met la population au centre d'une action publique forte.



Participation au sein de la Plateforme Globale pour le Droit à la Ville afin de promouvoir le droit à la ville dans le Nouvel Agenda Urbain (Habitat III)

La Plateforme réunit des organisations de la société civile, des gouvernements locaux et des centres de recherche afin d'influencer l'adoption d'engagements, de politiques publiques, de projets et d'actions pour des villes justes, démocratiques, durables et inclusives. La Commission Inclusion



Global Platform for the Right to the City
Plataforma Global por el Derecho a la Ciudad
Plataforma Global pelo Direito à Cidade

Rapport d'activités

Commission Inclusion Sociale, Démocratie Participative et Droits Humains

Sociale, Démocratie Participative et Droits Humains est co-fondatrice de cette plateforme, et elle participe aux groupes de travail «Plaidoyer» et «Communication».

La participation active de la Commission à la Plateforme en 2016 a permis de coordonner les efforts de plaidoyer de la société civile et ceux des gouvernements locaux, notamment en vue de l'inclusion du droit à la ville dans l'Agenda Habitat III.

En 2016, la Plateforme a poursuivi l'organisation de réunions régionales initiées en 2015, visant à consolider son implantation sur les différents continents. La Commission a pris part activement à l'organisation de la réunion européenne, en collaboration avec l'Observatoire des Droits Sociaux, Économiques et Culturels de Barcelone.

Rencontre européenne de la Plateforme Globale pour le Droit à la Ville

(Barcelone - 2-3 Avril)

La rencontre régionale européenne de la Plateforme Global pour le Droit à la Ville (GPR2C) a eu lieu à Barcelone. Les diverses déclinaisons du Droit à la Ville ont été au cœur des débats, et notamment les questions du logement, de l'espace public, de l'économie solidaire, de la financiarisation des villes. Ces débats ont été alimentés par des expériences concrètes du Droit à la Ville. Pour accéder à la déclaration de cette rencontre, [veuillez cliquer ici](#).



Activités de la Plateforme Globale pour le Droit à la Ville au sein d'Habitat III et des Forums Alternatifs

(Quito - 16-20 Octobre)

À Quito, la Commission a participé et co-organisé plusieurs événements et sessions avec la Plateforme Globale pour le Droit à la Ville (voir infra p.6). De plus, la Commission a pris part à une [session de formation sur le droit à la ville](#) organisé dans le cadre du Forum Alternatif. En outre, la CISDPDH a participé à l'[Assemblée de Convergence pour le Droit à la Ville](#) organisée dans le cadre du forum alternatif, au côté d'organisations d'habitants du monde entier. Une fois la Conférence terminée, une réunion de coordination de la Plateforme a eu lieu à Quito pour évaluer le travail réalisé jusqu'alors et définir collectivement les objectifs stratégiques.

Rapport d'activités

Commission Inclusion Sociale, Démocratie Participative et Droits Humains

Au cours de ces événements, la Commission a rappelé que le droit à la ville est fondé sur les droits humains reconnus au niveau international, afin de garantir que les villes et les établissements humains comme biens communs, non soumis à la marchandisation. Elle a insisté par ailleurs sur le fait que le droit à la ville ne doit être pas «l'obligation à la ville» et que le seul modèle de développement possible est celui qui garantit le lien avec le monde rural. Finalement, la Commission a rappelé que les finances publiques -surtout les locales- et des fonds multilatéraux sont nécessaires pour la mise en œuvre universelle de l'Agenda Habitat III, et a invité à établir un système de suivi de ce programme à partir des territoires avec la participation active des habitants. Le rapport sur les activités de la Commission à Quito et Bogota est disponible [ici](#).



“Habitat III... et après ?”

(Paris – [17 Septembre](#) et [6 Décembre](#))

Avant et après de la Conférence d'Habitat III, deux réunions ont eu lieu à Paris avec des acteurs engagés pour le droit à la ville, dans le but de dresser un bilan critique de la Conférence Habitat III. Ainsi, des représentants des mouvements sociaux, des organisations de la société civile, des gouvernements locaux et du milieu universitaire ont identifié ensemble les éléments stratégiques les plus pertinents pour introduire de véritables changements dans les processus de production de la ville, en évitant sa marchandisation pour la transformer en un bien commun.

Promotion politique de la Charte-Agenda Mondial des Droits de l'Homme dans la Cité, de la Charte Européenne des Droits de l'Homme dans la Ville et du document Pour un Monde de Villes Inclusives

En 2016, la Charte-Agenda a été rééditée et réimprimée.

Chacune des réunions a permis à la Commission de promouvoir la [Charte-Agenda Mondiale des Droits de l'Homme dans la Cité](#) et la [Charte Européenne des Droits de l'Homme dans la Ville](#). La Commission a profité du Congrès de Bogotá et de la Conférence de Quito pour distribuer 250 exemplaires de la charte. Ce travail de sensibilisation a été également conduit à travers la référence systématique aux chartes dans la préparation des documents de travail d'Habitat III.



II. RÉUNIONS ET SOMMETS MONDIAUX

Co-organisation du sixième Forum Mondial des Villes pour les Droits Humains

(Gwangju – 21-23 Juillet)

Les co-présidents de la Ville Métropolitaine de Gwangju et le Gwangju International Center ont co-organisé la sixième édition du Forum Mondial des Villes pour les Droits Humains (WHRCF), avec l'appui de la Commission Inclusion Sociale, Démocratie Participative et Droits Humains de CGLU. Grand rassemblement de gouvernements locaux pour les droits humains, cette sixième édition du Forum a permis de renforcer le réseau global des villes pour les droits humains et le droit à la ville et dans la perspective du processus Habitat III.

Fondé sur les Principes Recteurs de Gwangju, le Forum favorise le partage d'expériences sur les approches et les politiques qui concrétisent les droits humains au niveau local, grâce à l'échange entre le milieu universitaire et la société civile. Le thème de la sixième édition du Forum était «Construire des Villes Humaines et Habitables: Développement Durable, Logement et Environnement». Le Forum a réuni intervenants et gouvernements locaux de nombreux pays. Ont entre autre participé les gouvernements de Gwangju, Seoul, Jeju, Seongnam, Plaine Commune, Mexico, Badalona, Barcelone, Delhi, Inhambane et Lampung Kimur, ainsi que des experts et représentants d'organisations et institutions telles que le Raoul Wallenberg Institute pour les Droits Humains, de Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Droits de l'Homme ou l'ONG ENDA-ECOPOP.

Le Forum était organisé autour de huit sessions thématiques, qui ont abordé les questions de l'environnement, de la ville et du genre, des personnes en situation de handicap et des droits humains, de l'économie sociale et la régénération urbaine, du troisième âge et du logement, de la politique éducative, des migrants et réfugiés, de l'enfance et de la jeunesse. Une session plénière a aussi porté sur la nécessité d'inclure le droit à la ville dans l'Agenda Habitat III. Finalement, un atelier d'experts en droits humains coordonné par la Fondation Coréenne des Droits humains a permis de développer des lignes directrices pour la mise en place concrète de standards et de politiques publiques pour les droits humains dans les villes.

La Déclaration Finale, adoptée lors de la clôture du Forum, souligne l'engagement des participants dans le réseau des Villes pour les Droits Humains, encourage son développement à la Commission Inclusion Sociale, Démocratie Participative et Droits Humains de CGLU et d'autres réseaux de villes et de citoyens tels que. Elle réaffirme leur engagement pour la participation active des gouvernements locaux engagés pour la défense des droits humains dans les processus politiques internationaux tels qu'Habitat III, ou dans la mise en place des Objectifs du Développement Durable, qui sont essentiels pour construire des territoires justes, inclusifs, démocratiques et durables.



Rapport d'activités

Commission Inclusion Sociale, Démocratie Participative et Droits Humains

Coordination de sessions au Sommet Mondial des Dirigeants Locaux et Régionaux et au Congrès de CGLU

(Bogotá – 12-15 Octobre)

Bogota a accueilli le 5ème Congrès de CGLU - Sommet Mondial des Gouvernements Locaux et Régionaux, avec un axe important sur le droit à la ville. Dans ce cadre, la Commission a coordonné l'atelier permanent "Co-Créer la Ville", un exercice pour concrétiser le concept de droit à la ville à travers l'échange de points de vue des gouvernements locaux et des représentants des mouvements sociaux et des chercheurs. L'atelier a réuni des mouvements de « nouvelle génération » comme *Occupy Wall Street* ou des mouvements pour la culture libre comme *Iconoclastas*, au côté des maires et des représentants de collectivités comme Aubervilliers, Badalona, Barcelone, Bogota, Canoas, Mexico, le Département de Seine-Saint-Denis, Gwangju, Montevideo, Lo Prado, Quito, São Paulo, Séoul, Pikine, Plaine Commune et Santa Ana. En outre, la Commission a coordonné le dialogue politique «Le Droit à la Ville au cœur du Nouvel Agenda Urbain» en présence des maires d'Utrecht, de Badalona, de Pikine, du Président de Plaine Commune et de représentants du Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Droits de l'Homme, de Wiego, d'un participant à *Occupy Wall Street* et de la Coalition International pour l'Habitat. Finalement, la CISDPDH a co-organisé la session d'apprentissage entre pairs «Finances Locales, Gouvernance Inclusive et Budgets Participatifs» avec l'OIDP, la Commission Finances Locales et le Secrétariat Mondial de CGLU.



Dans le cadre du Congrès, des membres de la Commission comme Mexico, Plaine Commune et Madrid ont fait une proposition de déclaration de soutien au processus de paix colombien qui a été approuvée par le Conseil Mondial. Le texte appelle à la construction d'une paix fondée sur la justice sociale, et a été initié par la société civile et des villes membres de la Commission. Le rapport de la Commission sur les activités du Congrès de CGLU est disponible ici.

Participation à la XVIe Conférence OIDP: Bonne gouvernance et Participation Inclusive

(Matola - 4- 6 Mai)

La Commission a participé à la XVIe Conférence de l'Observatoire International de la Démocratie Participative (OIDP), à Matola. La conférence a accueilli 1500 représentants de gouvernements locaux, de la société civile et d'autres institutions et organisations. Cet événement a contribué à renforcer le réseau de la Commission sur le continent africain.



Rapport d'activités

Commission Inclusion Sociale, Démocratie Participative et Droits Humains

Participation au Sommet International pour l'Inclusion Sociale

(Istanbul - 17- 18 May)

La [Commission a participé](#) au [Sommet International sur l'Inclusion Sociale](#) organisé par l'Union des Collectivités Locales de Turquie et CGLU-MEWA, qui a eu lieu à Istanbul avec l'appui de la Commission Européenne. Le Sommet a constitué une plateforme de débat et de réflexion autour des actions locales pour améliorer la vie des personnes les plus vulnérables. Le rapport du sommet [est accessible en anglais ici](#).

Participation à la Rencontre Pan-Européenne sur les Autorités Locales et les Traités de Libre Échanges de nouvelle génération

(Barcelone - 21-22 Avril)

La Commission a participé à la première [Rencontre Paneuropéenne "Les Autorités Locales et la Nouvelle Génération de Traités de Libre Échange"](#), qui s'est tenu à Barcelone et a été organisé par la Campagne Catalogne NON au TTIP, la Ville de Barcelone et le Groupe de travail européen formé pour sa préparation. Une première partie de la rencontre était consacrée à la participation des maires et des agents des collectivités (21 avril) et une seconde partie, consistait en des réunions entre représentants de la société civile, de syndicats, ONG, associations professionnelles, entre autres. Cette rencontre a été l'occasion de créer de nouveaux liens entre la société civile et les autorités locales et de travailler ensemble pour mettre fin à ces traités qui mettent en danger les services publics. La Déclaration adoptée est disponible sur [ce lien](#) (en anglais).

Événement parallèle "Le rôle des gouvernements locaux dans la mise en œuvre des droits de humains : Apprendre des villes pour les droits humains»

(Genève – 20 Septembre)

Dans le cadre de la 33ème session du Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies, [la Commission a co-organisé un événement parallèle](#) le 20 septembre au siège de l'ONU à Genève. Ont assisté à la réunion Changrok Soh, membre du Comité Consultatif du Conseil des Droits de l'Homme; Chusnunia Chalim, Président du District de Lampung Timur (Indonésie); Núria Martínez, Cheffe du Service des Droits et de la Citoyenneté de la Ville de Barcelone; Mugiyanto, Directeur de la Section Droits Humains de l'ONG indonésienne INFID, et Magali Fricaudet, Coordinatrice de la Commission Inclusion Sociale, Démocratie Participative et Droits Humains de CGLU. Les intervenants ont insisté sur la nécessité de mettre en œuvre des politiques publiques fondées sur les droits humains. Ils ont



Rapport d'activités

Commission Inclusion Sociale, Démocratie Participative et Droits Humains

également expliqué comment cette approche a été mise en œuvre sur leurs différents territoires. Ainsi, Nuria Martinez a présenté le récemment approuvé [Plan des Droits Humains de Barcelone](#), et Chusnumia Chalim a expliqué comment l'adoption de l'approche par les des droits a conduit à la planification d'une ville accueillante pour les enfants.

Participation à la réunion internationale de Public Service International

(Bruxelles – 19 Septembre)

La Commission a pris part à la rencontre du réseau mondial de syndicats de la fonction publique locale à Bruxelles. Une occasion d'affirmer l'engagement commun de la Commission et des agents du service public local pour des villes au service du bien commun, en particulier face au Sommet Habitat III et de renforcer ainsi les alliances.



Participation à la réunion de la Coalition Internationale des Villes contre le Racisme

(Nairobi – 9-11 Novembre)

La Commission a pris part à la rencontre de la [Coalition Internationale des Villes contre le Racisme](#) (ICCAR) de l'UNESCO à Nairobi, renforçant ainsi les liens de la Commission avec des villes engagées contre le racisme et la discrimination. Lors de cette rencontre, la CISDPDH a convenu de l'organisation d'une rencontre mondiale des villes contre le racisme et pour les droits avec la ville de Birmingham, en Alabama (États-Unis). Le but de la réunion était également d'élaborer un guide pour guider les politiques locales d'inclusion sociale, celui-ci sera bientôt disponible.

Interventions universitaires

En 2016, la Commission a été invitée à deux conférences universitaires: «[Dialogues Amérique Latine-Europe: Villes et défis mondiaux](#)» (Université de Deusto, Chaire UNESCO, le 16 Juin) et «[Au-delà du 50ème anniversaire des Pactes Internationaux sur la protection des droits, quelle interdépendance et indivisibilité des droits de l'homme?](#)» (Université de Padoue, Chaire UNESCO, 13-14 Décembre). Dans la première conférence, l'intervention de la Commission visait à souligner l'importance du droit à la ville pour construire des villes justes, solidaires et durables et le travail de mise en réseau de la CISDPDH comme un outil pour promouvoir le droit à la ville, et d'expliquer l'expérience du réseau de la Commission à cet égard. Dans le second, la coordinatrice de la Commission a insisté sur le rôle des gouvernements locaux dans la garantie des droits; en particulier, des droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux. En outre, elle a évoqué les enjeux qu'il faut surmonter pour assurer l'interdépendance et l'indivisibilité des droits pour toutes les personnes et tous les établissements humains.

Rapport d'activités

Commission Inclusion Sociale, Démocratie Participative et Droits Humains

III. SOUTIEN AUX MEMBRES QUI DÉVELOPPENT L'APPROCHE PAR LES DROITS HUMAINS DANS L'ACTION PUBLIQUE LOCALE

Le Forum Citoyen de Lisbonne

(28 May)

Le 28 mai, [la Commission a été invitée](#) à la troisième édition du [Forum Citoyen de Lisbonne](#), un espace participatif où la municipalité et les habitants définissent ensemble les orientations de la lutte contre les inégalités fondée sur les droits. Cette troisième édition du Forum Citoyen a abouti à l'adoption de la Charte de Lisbonne pour les Droits Sociaux après un grand processus participatif. La coordinatrice de la Commission a été invitée à faire connaître les expériences des autres municipalités qui ont mis en œuvre l'approche par les droits dans la gestion locale et a participé au processus d'élaboration de la charte.



Diffusion du Plan d'action pour les Droits Humains de la Ville de Barcelone

Le [plan d'action pour les droits et la citoyenneté de la Ville de Barcelone](#) répond à l'objectif double de garantir, protéger et respecter les droits de ses habitants à travers les politiques publiques municipales, et de positionner Barcelone comme une référence internationale dans le domaine des droits humains.

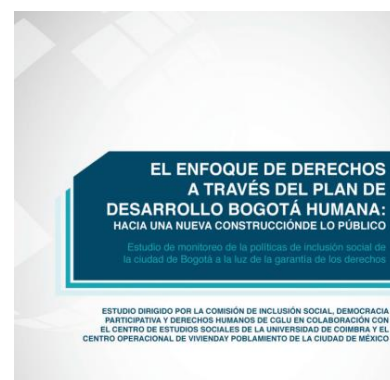
La Commission a favorisé la diffusion de cette stratégie par des actions de communication et a permis sa divulgation lors du [Forum Mondial des Villes pour les Droits Humains de Gwangju](#) et de l'événement parallèle sur le [Rôle des Gouvernements Locaux dans la Promotion, la Protection et la Garantie des Droits humains](#) organisé dans le cadre de la 33ème session du Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies à Genève. En outre, la Commission a soutenu la rédaction d'un Guide sur l'Approche des Droits Humains mis en œuvre par la ville de Barcelone.

IV. PRODUCTION ET DIFFUSION DE CONNAISSANCES

Publication du rapport « L'Approche fondée sur les droits à travers le plan de développement « Bogotá Humana » : vers une Nouvelle construction de l'action publique »

De septembre à décembre 2015, la Commission Inclusion Sociale, Démocratie Participative et Droits Humains et la Direction de l'intégration sociale de la Mairie de Bogotá ont entrepris un processus de suivi des politiques publiques liées à la petite enfance, au vieillissement et au troisième âge et au phénomène d'habitat des rues, à partir de la perspective des Droits Humains de la Charte-Agenda Mondiale des Droits de l'Homme dans la Cité.

En 2016, la Commission a publié l'étude complète de suivi sous le titre **« L'Approche fondée sur les droits à travers le plan de développement « Bogotá Humana » : vers une nouvelle construction de l'action publique »**. Ce rapport, ainsi qu'un résumé de 50 pages en trois langues de la Commission, sont disponibles en ligne. En outre, trois fiches de synthèse ont été intégrées dans la base de données de l'Observatoire Villes Inclusives.



Conception et animation d'une session d'échanges entre pairs sur « Cohésion sociale, dialogue interculturel et inter-religieux" à Lisbonne, dans le cadre du projet « Profils migratoires et Dialogue entre villes de la Méditerranée» (MC2CM)

(12-13 Juillet)

La Commission a coordonné une session d'échanges entre pairs sur le thème « La cohésion sociale et le dialogue interculturel et inter-religieux" entre les représentants de Tanger, Tunis, Beyrouth, Amman, Lisbonne, Lyon, Turin, Vienne, Madrid et du Fonds Catalan de Coopération au Développement. La session a eu lieu à Lisbonne les 12 et 13 Juillet.

Dans ce contexte, la Commission a rédigé un document de réflexion conceptuelle sur ce sujet (disponible en français), et a coordonné une proposition méthodologique et de contenus pour la première session d'échange sur ce sujet, qui a abouti à l'élaboration et l'édition d'une revue d'échanges entre pairs qui aborde les défis des gouvernements locaux pour l'inclusion des migrants, met en lumière des projets de cohésion sociale portés par des villes et formule une série de recommandations pour faciliter le rôle des



Rapport d'activités

Commission Inclusion Sociale, Démocratie Participative et Droits Humains

gouvernements locaux dans l'inclusion des migrants. En outre, la Commission a participé à d'autres séances d'apprentissage entre pairs dans le cadre de ce projet: à [Madrid](#), sur l'accès à l'emploi pour les migrants et les réfugiés, ainsi qu'à Tanger, sur l'accès aux droits des migrants.

Le projet MC2CM, conduit par le Centre international pour le Développement des Politiques Migratoires (ICMPD) avec le Secrétariat Mondial de CGLU et ONU-Habitat, et financé par la Commission européenne, vise à renforcer le rôle des gouvernements locaux dans l'inclusion des personnes migrantes au niveau local, en particulier en ce qui concerne à l'accès aux droits humains, dans neuf villes du sud de la Méditerranée et de l'Europe.

Contribution au Rapport GOLD IV de CGLU sur les régions métropolitaines, les périphéries et l'inclusion sociale

La Commission a participé activement à l'élaboration du quatrième rapport de CGLU sur la décentralisation et la démocratie locale ([GOLD IV](#)), à travers de sa participation à [l'étude thématique sur les zones métropolitaines et les villes de la périphérie](#) et le suivi du document conceptuel sur les villes inclusives proposé par le Centre d'Études Sociales de Coimbra. Ce travail a été fait par le biais de la collaboration avec le Secrétariat Mondial et les membres de CGLU, la Commission de Villes de Périphérie, Metropolis et le Centre de Recherche La Vue de l'Université Paris VIII. Plaine Commune a représenté la Commission au sein du comité directeur de l'étude.

Le [rapport sur le rôle des régions métropolitaines dans l'Agenda mondial des gouvernements locaux et régionaux pour le XXIe siècle](#), coordonné par Agnès Deboulet dans le cadre du rapport GOLD, est une référence pour analyser l'impact des politiques d'attractivité et de compétitivité à la lumière de la justice sociale et de l'équité.

Diffusion des études de cas de l'Observatoire Villes Inclusives

Dans le but de promouvoir [l'Observatoire des Villes Inclusives](#), qui recueille actuellement soixante-huit expériences, la Commission a publié quelques-unes de ces études de cas dans la section [Nouvelles](#) du site web, en même temps qu'elle les a disséminées sur les réseaux sociaux [Twitter](#) et [Facebook](#). De plus, la Commission a intégré à l'Observatoire les expériences étudiées à Bogotá lors de l'étude de suivi des politiques publiques de Bogotá.

V. COMMUNICATION

Le contenu du site web de la Commission (<http://www.uclg-cisd.org/fr>) a été mis à jour tout le long de l'année 2016. En outre, les membres de la Commission et les abonnés à la [newsletter](#) ont été régulièrement informés des activités.

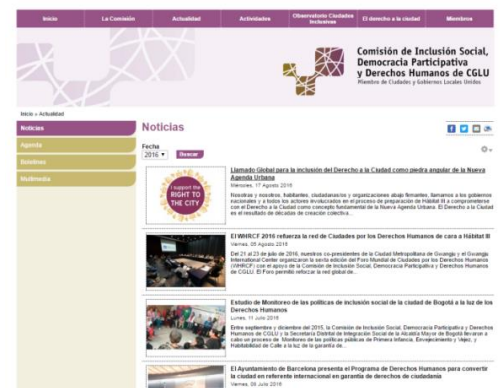
Rapport d'activités

Commission Inclusion Sociale, Démocratie Participative et Droits Humains

Une section «Nouvelles des membres » a été inclus, pour permettre aux gouvernements locaux membres d'envoyer des informations pertinentes au secrétariat technique de la Commission sur leurs activités. La Commission, à son tour, peut diffuser ces informations en les éditant et en les publiant en trois langues dans le bulletin d'information.

En outre, en 2016, la Commission a créé une [page de suivi d'Habitat III](#) sur son site Web, où elle a réalisé une mise à jour des documents produits dans le cadre de ce processus et les réactions qu'ils ont générée.

Dans le domaine des réseaux sociaux, le travail assidu de publication et partage de contenus a permis d'accroître substantiellement le nombre des abonnés : environ 2000 sur [Twitter](#) et 250 sur [Facebook](#), atteignant 3.000 et 650 respectivement.



VI. RÉUNION DE TRAVAIL

La Commission a tenu sa [réunion de coordination à Gwangju](#), dans le cadre du Forum Mondial des Villes pour les Droits Humains, le 22 Juillet. Elle a réuni des représentants de gouvernements locaux du monde entier, comme Badalone, Barcelone, Delhi, East Lampung, Gwangju, Inhambane, Plaine Commune, Séoul, ainsi que du Bureau du Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies et d'autres organisations de défense des droits humains. Lors de cette réunion, le Secrétariat de la CISDPDH a présenté les actions mises en place pendant l'année 2015 ([Rapport d'Activités 2015](#)), ainsi que les activités programmées pour l'année en cours ([Plan d'Action 2016](#)). En outre, les participants ont pu échanger autour de la question du renforcement de l'alliance globale des villes pour les droits humains et de la mise en œuvre du droit à la ville. Ces échanges ont permis de poser quelques jalons pour définir les orientations stratégiques du travail de la Commission pour les prochaines années.

Le compte rendu de la réunion est disponible sur [le site](#) de la Commission.

VII. RENFORCEMENT ET EXTENSION DU RÉSEAU DE LA COMMISSION

En 2016, 6 nouveaux gouvernements locaux ont adhéré à la Commission: Pikine (Sénégal), San Francisco de Milagro (Équateur), l'Association Brésilienne des Municipalités, le Conseil Régional d'Arta (Djibouti), le Conseil Départemental de Gossas (Sénégal) et Madrid (Espagne). Du côté de la société civile, ont adhéré les organisations suivantes en tant que partenaires associés: [Solidarité Haitienne pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle - SOHASAN](#) (Haïti), Juristes pour l'Environnement au Congo - JUREC Conseil, [ActionAid India](#), [Carbone Guinée](#) (Guinée), [Institut](#)

Rapport d'activités

Commission Inclusion Sociale, Démocratie Participative et Droits Humains

d'Alphabétisation pour la Paix et le Développement –INAPD (Guinée) et Regroupement des Jeunes Africains pour la Démocratie et le Développement (Togo).

En outre, le nouveau gouvernement du district métropolitain de Quito (Equateur) et la ville de Delhi, via l'Office Urbain du Logement (*Urban Shelter Board*) ont confirmé leur adhésion aux travaux de la commission. De plus, des relations étroites ont aussi été établies avec la ville de Badalone (Espagne).

D'autre part, et grâce à l'atelier permanent "Co-Créer la Ville" qui a eu lieu lors du Congrès de Bogota, la Commission a établi des relations avec des mouvements sociaux qui contribuent par le biais de ses actions à la réalisation du droit à la ville.

Finalement, la Commission a établi des relations étroites avec d'autres réseaux de villes, en particulier la Coalition Internationale de Villes contre le Racisme (ICCAR) de l'UNESCO (voir infra p.9).



VIII. PARTICIPATION ACTIVE A LA STRATÉGIE DE CGLU

Tout au long de l'année 2016, la Commission a participé activement au processus de définition et mise en œuvre des axes stratégiques de CGLU. Ainsi, plusieurs des propositions de longue date de la CISDPDH, comme le droit à la ville et son corollaire le droit au logement, ont-elles été incorporés dans [l'Engagement de Bogotá](#).

D'autre part, l'accord stratégique entre CGLU et la Commission Européenne a été maintenu, afin de renforcer le réseau et de travailler en faveur de la décentralisation et de la démocratie locale. Dans ce sens, la Commission Inclusion Sociale, Démocratie Participative et Droits Humains, représentée par sa Co-Présidence de Plaine Commune et de son Secrétariat exécutif, a participé à [la retraite et Campus CGLU](#), qui a réuni l'ensemble du réseau de CGLU du 15 au 19 février à Barcelone pour créer des synergies entre les différentes sections, commissions et groupes de travail, particulièrement en vue du Congrès de CGLU et du processus d'Habitat III. La Commission a été reconnue comme un élément stratégique dans le travail de coordination de CGLU avec la société civile, ainsi que pour être une commission thématique de premier ordre dans le travail pour des villes inclusives, démocratiques et durables et pour la promotion du droit à la ville, tout dans le cadre de [l'Agenda Mondial de CGLU](#).

IX. MOBILISATION EN FAVEUR DE LA DEMOCRATIE LOCALE A DIYARBAKIR

Gultan Kisanak, la maire de Diyarbakir en Turquie et son « co-maire », Firat Anli ont été arrêtés le 25 octobre derniers et placés en garde-à-vue, accusés d'avoir soutenu le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), considéré comme une organisation terroriste. De plus, une quinzaine de fonctionnaires municipaux ont aussi été détenus sur la base des mêmes charges. L'accès aux bâtiments municipaux a été bloqué pendant deux jours et les communications internet bloquées dans toute la ville du 25 au 27 octobre.

Dans le cadre d'une déclaration du [Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Droits de l'Homme](#) qui dénonce le caractère abusif de cette arrestation, la CISDPDH a promu [une déclaration](#) invitant ses membres et ses partenaires à saisir les Consuls et Ambassades de Turquie établis sur leurs territoires. Désormais, la Commission réfléchit à la mise en place d'un suivi du cas de la Maire de Diyarbakir, dans le but de défendre la démocratie locale et l'équipe municipale engagée pour l'inclusion sociale et les droits humains au sein de la Commission.



Rapport d'activités

Commission Inclusion Sociale, Démocratie Participative et Droits Humains

Le travail de cette Commission a été possible grâce aux contributions de ses membres actifs :



En 2016, la Commission a reçu de soutien financière du Secrétariat Mondial de CGLU, dans le cadre du projet "Strengthening Associations of Local Authorities at Regional, EU and Global Levels" du EU Thematic Programme "Civil Society Organisations and Local Authorities". (SPECIFIC GRANT AGREEMENT No. DCI-NSA/2016/372-440)



Rapport d'activités

Commission Inclusion Sociale, Démocratie Participative et Droits Humains

Annexe 1. Rapport financier

COMMITTEE ON SOCIAL INCLUSION (CISDPDH) FINANCIAL REPORT

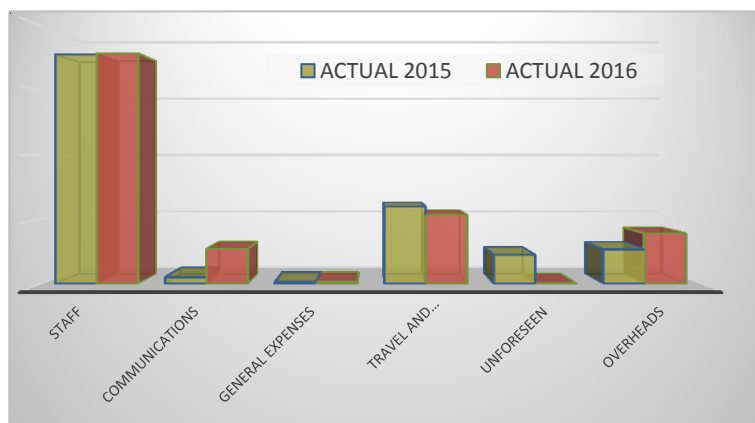
BUDGET EXECUTED YEAR 2016 (€)

	ACTUAL 2015	BUDGET 2016	ACTUAL (*) 2016
STAFF	71,159	86,500	71,509
COMMUNICATIONS	2,069	6,000	10,812
GENERAL EXPENSES	600	500	480
TRAVEL AND REPRESENTATION	23,990	20,000	21,386
UNFORESEEN	9,008	500	89
OVERHEADS	10,683	15,000	15,642
Total	117,509	128,500	119,918

Comments

- In 2016, the Committee's budget increased slightly. At the same time, the activities have grown due to the Habitat III Summit and preparation process and the Bogotá Congress.
- The Committee counts on two staffers: Magali as Coordinator and Jaume as Officer. Shared services are provided by the World Secretariat and accounted in Overheads.
- The Communication heading increased due to the new publication of "The rights approach through the "Bogota Humana" Development Plan: towards a new construction of the Public Sphere" and the new edition and printing of the Global Charter Agenda for Human Rights in the City.
- Deviation in Staff is due to no salary review in 2016 and no interns working within the Committee

Budget vs Actual 2016 Breakdown



(*) Provisional figures

- Travel & Representation includes the missions paid with Committee budget. Additional missions have been directly covered by event organisers and cities (Gwangju Intl. Center, Mexico city, Universities, Barcelona, Habitat III Secretary, Lisboa, Unesco)

> In terms of CONTRIBUTIONS, the budget of the Committee has been financially supported by:

✓	BARCELONA CITY COUNCIL	_____	€ 30,000
✓	TERRITOIRE PLAINE COMMUNE	_____	€ 20,000
✓	CONSEIL GENERAL SEINE-SAINT-DENIS	_____	€ 8,500
✓	GWANGJU CITY COUNCIL	_____	€ 10,000
✓	CITY OF MEXICO	_____	€ 20,000
✓	MIGRATION PROGRAMME (EU)	_____	€ 20,000

> **THE COMMITTEE HAS ALSO BEEN A BENEFICIARY OF THE OPERATING GRANT AWARDED TO UCLG BY THE EUROPEAN COMMISSION. THIS FINANCIAL SUPPORT HAS OFF SET THE LACK OF INCOME FROM SOME MEMBERS, ALLOWING THE COMMITTEE TO PERFORM ALL ACTIVITIES INCLUDED IN THE AGENDA.**

It remains crucial for the coming years to secure members' resources in order to carry out the actions of the Committee.